

Politiques triviales, enquêtes triviales

Laetitia Overney, Amandine Guilbert, Rémi Eliçabe
GRAC

Version juillet 2015

1. Introduction. Errance

L'écriture de cet article a débuté en avril 2013, lorsque Julien Pieron, François Thoreau et Vinciane Despret nous ont invités une première fois à venir présenter nos travaux dans un séminaire à l'université de Liège¹. Lors de ce premier séminaire, nous avons présenté les résultats d'une recherche que nous venions de terminer à propos de luttes urbaines menées contre la mise en œuvre de grands réaménagements urbains dits durables. Nous n'étions pas alors tout à fait convaincu de l'appareillage conceptuel que nous avons construit pour en rendre compte. Aussi venions nous faire part de cette perplexité à notre auditoire. Cette attitude a eu des effets bénéfiques puisqu'elle a permis, lors de notre seconde venue six mois plus tard², de rendre compte des mêmes résultats mais d'une manière complètement différente, et c'est finalement de cette différence-là dont nous aimerions parler dans cet article. Ce texte est une troisième reprise de l'exposition de nos travaux, et si cette reprise est chargée des deux précédentes, elle l'est surtout des rencontres scientifiques et amicales qui se sont nouées alors, de la confiance qui nous a été accordée, pour donner lieu enfin à la publication de ce livre, et nous l'espérons, à de multiples collaborations à venir³.

Nous proposons ici une reprise sous l'angle de la métamorphose, en considérant la recherche comme un processus en transformation continue, qui ne se stabilise jamais complètement quoiqu'il bénéficie des couches successives des connaissances produites et de leur sédimentation dans le temps long. Nous avons dû de ce fait ouvrir davantage que les fois précédentes la focale des expériences que nos enquêtes nous ont amenées à rencontrer, afin de donner à voir, en même temps que la transformation continue des problèmes et la prolifération des cas, la sédimentation d'une trajectoire de recherche.

Comment faire sentir cette errance ? Ce n'est pas une mince affaire quand la recherche en sciences sociales doit sa légitimité à sa capacité à faire preuve de maîtrise et de contrôle. Pourtant, tout enquêteur un tant soit peu sincère sait bien que son parcours est balisé de contradictions, d'ambiguïtés et de paradoxes, et ces mêmes enquêteurs rêvent peut-être comme nous d'un cadre de restitution qui permette de faire bégayer leurs résultats, et de confier sans peur du jugement épistémologique les sentiments bizarres éprouvés sur le terrain et les conditions étranges (et très différentes de ce que suggère la consacrée « partie méthodologie ») dans lesquelles ont eu lieu les enquêtes. Nous sommes nous aussi pris sans cesse dans des positions inconfortables, tantôt complètement perplexes face à ce que nous rencontrons, tantôt sûrs d'analyses dont nous nous rendons compte après coup que nous les avons ficelées par avance.

Si nous pensons qu'il est possible de restituer ici quelque chose d'aussi incertain qu'une errance, et que cela peut avoir un sens, c'est que dans ce livre, nous sommes bien entourés – ce qui participe grandement à nous en rendre capables, mais c'est aussi que d'autres chercheurs ont ouvert une voie le permettant. Beaucoup d'hypothèses vont être soumises dans ce texte, mais celle qui en définit la vibration d'ensemble, celle qui doit faire se mouvoir indistinctement la forme et le fond, doit être

1 Séminaire FRUCTIS, ULG, avril 2013.

2 Séminaire Enquêtes politiques, ULG, octobre 2013.

3 Nous tenons à remercier particulièrement François Thoreau, Julien Pieron et Vinciane Despret mais aussi Josep Rafanell i Orra, Frédérique Pasquier et Daniel Colson, qui ont hautement participé à l'émergence des réflexions que nous présentons ici, ainsi bien sûr que tous les participants à ces deux séminaires.

cherchée dans cette autre vibration, produite entre la connaissance ambulatoire de W. James et la production de connaissance comme erreur ou errance de M. Foucault lecteur de G. Canguilhem . Pour ce qui est de James, on doit à D. Lapoujade d'avoir le premier en France insisté sur cette caractéristique de l'empirisme radical, et ce de la manière suivante : « La connaissance pour James se fait donc de proche en proche, morceaux par morceaux, sans que ces morceaux convergent vers une unité finale ; elle crée ses lignes en raccordant entre eux ces divers morceaux d'expériences. Elle aussi crée ses *networks* et ses *patchworks* »⁴. Foucault pose quant à lui cette question : « Est-ce que toute la théorie du sujet ne doit pas être reformulée dès lors que la connaissance, plutôt que de s'ouvrir à la vérité du monde, s'enracine dans les "erreurs" de la vie ? »⁵. La référence au premier nous permettra, en nous autorisant à multiplier des condensations d'expériences, de parvenir peut-être à produire des continuités analytiques analogues aux expériences que nous avons rencontrées dans nos enquêtes. La référence au second, parce qu'il nous dit que la condition humaine est elle-même sans doute de vouer l'humanité à l'errance, nous donne la possibilité de nous orienter dans le monde sans cadrage préalable ou surplombant, et peut-être finalement de construire ce faisant une robuste trajectoire de recherche.

La piste de recherche que nous présentons ci-après est celle de « la trivialité », et cette piste n'est rien de plus mais rien de moins non plus que là où nous en sommes, au moment où l'on écrit ce texte. Pour cela, toute la première partie est consacrée à une relecture des travaux que nous entreprenons ensemble depuis huit ans⁶ et qui nous ont conduit des squats organisant des concerts punk aux luttes de travailleuses du sexe, en passant par la rencontre avec des habitants d'un quartier en rénovation, des résidents d'un Centre d'hébergement, des travailleurs sociaux aux prises avec les limites et les aberrations de leurs institutions, ou encore des collectifs opposés à la construction d'un écoquartier venant mettre en péril leur vie de quartier. La seconde partie prend à bras le corps ce que nous entendons par trivialité, ce que cela sédimente d'important pour nous, et comment cela nous permet d'éclairer autrement notre trajectoire. Deux questions traversent encore l'ensemble du texte, symétriques l'une à l'autre, ce sont celles de la politique de l'enquête et celle de la radicalité politique. Elles aussi seront soumises à l'idée de trivialité, on se demandera alors s'il y a un intérêt à parler de politique et d'enquêtes triviales.

La ligne directrice de ce texte est une ligne problématique, au sens fort donné à ce terme par Deleuze à la suite de Bergson⁷, c'est-à-dire qui découvre ses problèmes à mesure qu'ils apparaissent dans les enquêtes, de leur mutation en d'autres problèmes, sans qu'un terme soit donné à ce processus, quoiqu'en indiquant à mesure les solutions partielles qui permettent de poursuivre les enquêtes, et ne pas rester pétrifiés par l'ampleur des problèmes que l'on rencontre.

1.1 Faire de la sociologie a-critique une sociologie radicale ?

Nous nous sommes regroupés en collectif de recherche en 2006, alors que nous poursuivions nos doctorats, et parce que nous ne voulions pas rester isolés dans nos travaux respectifs. L'idée de départ était d'expérimenter à côté de la thèse des enquêtes collectives, des manières d'écrire et de penser ensemble, par l'intermédiaire de financements obtenus en dehors du cadre universitaire et du

4 Voir la remarquable partie intitulée « La connaissance ambulatoire » dans *William James, Empirisme et pragmatisme*, P.U.F., Philosophie, 1997, p. 80.

5 Foucault, M. « La vie, l'expérience, la science », *Dits et écrits IV*, Quarto Gallimard, 1985, p. 1595. Ce très beau texte de Foucault pose en creux et à partir de la prise de position de G. Canguilhem lors de la seconde guerre mondiale la question de la politique de la connaissance.

6 Nous remercions Yannis Lemery et Anne-Sophie Haeringer pour tout ce qu'ils ont apporté au Grac. Nous remercions aussi Adrien Tournier et Caroline Martinez, qui continuent d'exister eux aussi dans la restitution que nous faisons de nos travaux.

7 Zourabichvili, F. *Deleuze. Une philosophie de l'événement*, Paris, P.U.F., coll. « Philosophies », 1994.

curus doctoral. C'est donc mus par différentes envies que nous avons commencé à travailler collectivement au sein du Grac : il s'agissait tout à la fois d'aider chacun à l'écriture de sa thèse, de gagner de l'argent au moyen des enquêtes collectives et de le redistribuer entre nous, mais il s'agissait aussi de construire une cohérence scientifique à ce regroupement, ou tout au moins, de tracer des lignes du commun entre les différents travaux engagés. Pour ce qui est de ce dernier point, une évidence s'imposait du fait de la teneur des terrains de nos enquêtes doctorales : nous travaillions quasiment tous alors sur des collectifs politiques situés en dehors du champ parlementaire de la politique : groupes de féministes radicales, groupes anarcho-punks, activistes radicaux et squatteurs, collectifs de travailleuses du sexe... Mais cette évidence de la radicalité politique, alors même qu'elle nous apparaissait, était déjà ébréchée par les terrains des uns et des autres qui n'entraient *a priori* pas dans ce cadre : les conteurs du « nouveau du conte⁸ », les habitants d'un quartier en rénovation urbaine⁹ ou cette association très reconnue de défense des « gitans et de leurs amis gadjé ». Notre cohérence radicale était aussi doublement mise en porte-à-faux par l'activité principale qui nous réunissait. D'abord, puisqu'il s'agissait de chercher les contrats, nous nous préparions à travailler pour le compte d'institutions qui n'avaient rien de radicales et sur des sujets nous éloignant parfois des terrains de la radicalité politique. Le premier contrat du Grac s'est ainsi trouvé être une enquête relative aux conditions de travail et à la santé des travailleurs saisonniers en Rhône-Alpes, pour le compte d'un observatoire en santé publique, et un autre peu après consistait en « l'accompagnement à la fusion » de deux grands centres d'hébergements parisiens, gérés par une grande association d'hébergement social.

Afin d'entrer dans le vif du sujet, nous voudrions présenter la position de recherche que nous avons commencé à construire à partir des terrains de la radicalité politique, puisque cela a été, sans qu'un programme nous y ait conduit, le site d'émergence de notre pratique de chercheurs. Pour cela, nous allons nous attarder un peu sur un texte collectif que nous avons rédigé dans les premiers temps d'existence de notre groupe de recherche, parce que ce texte avait justement un caractère programmatique, contradictoire donc avec la démarche que nous entreprenons ici, mais aussi parce qu'il formule des problèmes qui sont encore bien les nôtres, qui continuent bien d'exister dans nos enquêtes actuelles. La raison d'être de ce texte, intitulé pompeusement « Propositions pour une sociologie radicale », consistait à la mise en cause d'une sociologie pragmatique que nous pratiquions pourtant, et à laquelle nous avons été formés, mais dont nous supportions mal la position a-critique qu'elle poussait à adopter. Nous visions alors les auteurs dont nous avons hérités, particulièrement la sociologie des régimes d'engagement et de la justification d'un côté, la sociologie des réseaux d'actants de l'autre. Nous ressentions bien souvent le manque d'incarnation de ces sociologies et de « leurs » acteurs, et la posture d'acquiescement à l'existant que produisait la lecture des textes importants. Ceci nous semblait problématique depuis les situations que nous rencontrions en menant nos enquêtes sur les terrains de la radicalité politique. Ou, pour le dire de manière plus juste, en même temps que nous héritions de la mise en capacité des enquêtes produite par cette sociologie pragmatique, les fameux z'acteurz'eux-mêmes¹⁰ et la sociologie *de la critique*¹¹, il nous fallait *faire avec* la charge critique qui émanait de nos terrains d'enquêtes, il nous fallait donner au dissensus, voire à l'irréconciliable, une place tout aussi importante que la mise en capacité pragmatiste. Ce premier texte auquel nous faisons allusion s'est donc trouvé à l'intersection de ces deux attentions très différentes, attentions que nous avons pris soin de maintenir jusqu'à aujourd'hui dans nos recherches, quels que soient les terrains investis : ne pas discréditer trop vite ceux qui disent « non ! » d'une part, et d'autre part, de tenter, à la manière dont Rancière le formule,

8 Haeringer, A-S. *Acclimater le conte sous nos latitudes : Une sociologie pragmatique du nouveau du conte*. Thèse de sociologie et d'anthropologie, université Lyon 2, 2011.

9 Overney, L. *Par-delà 'la participation des habitants' : pour une sociologie des épreuves de vigilance à la Duchère*. Thèse de sociologie et d'anthropologie, université Lyon 2, 2011.

10 Latour, B. *Sur le culte moderne des dieux faïtiques*, La Découverte, 2009, p. 80.

11 Boltanski, L. « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 1990, Vol. 3, n°10-11, pp. 124-134.

de « vérifier l'égalité des intelligences »¹² dans toutes situations que nous rencontrons. Notre problème à partir de là tenait dans la construction d'une sociologie pragmatique qui puisse être dite elle-même radicale. Cela voulait dire reconnaître à la sociologie pragmatique sa radicalité, à la manière dont De Fornel, Ogien et Quéré l'avaient fait pour l'ethnométhodologie et le travail de H. Garfinkel dans leur introduction à l'ouvrage : *L'ethnométhodologie, une sociologie radicale*¹³. Du point de vue donc de ce que devait notre sociologie radicale à la sociologie pragmatique, nous formulons les deux apports principaux suivants :

- Premièrement, le geste consistant à revenir « aux choses mêmes »¹⁴, qui nous faisait pencher du côté d'une sociologie attachée à la texture et à la chair des phénomènes, pour surtout ne pas manquer la dimension *en-acte* et « *in the making* » de la production du monde social.

- Deuxièmement, la capacité des acteurs à prendre part à l'institution de l'objectivité du monde et, du même coup, l'absence de monopole des sociologues – plus largement des scientifiques – en la matière. La radicalité tenait là finalement en ce que le sociologue se retrouve dessaisi d'un certain nombre de tâches et d'opérations qu'il s'appropriait jusque-là. L'objectivation, mais également la compréhension, l'interprétation ou encore la définition ontologique des êtres ne sont pas la charge exclusive du chercheur, il la partage avec les acteurs. Et s'il incombait finalement au chercheur une tâche en propre, c'était celle de faire passer tous ces agencements de « l'arrière boutique à la vitrine¹⁵ », pour reprendre les termes de Callon et Latour.

Pour préciser encore un peu, l'une de nos propositions intitulées – « Une sociologie pragmatique de la radicalité politique implique de penser sociologiquement le débordement » – consistait à montrer l'intérêt de mettre en œuvre une approche pragmatique de la notion de radicalité, afin d'éviter d'avoir à en passer par une définition idéologique au profit d'une approche en termes d'agentivité, prêtant une attention toute particulière au motif du débordement¹⁶, saisie « au niveau de la rue » ou des terrains. En prenant appui sur la diversité des sites et des collectifs sur lesquels nous travaillions alors, nous proposons trois grandes lignes analytiques qui nous semblaient être en mesure de caractériser sociologiquement la radicalité politique comme débordement politique.

1. Qu'il s'agisse d'occupation sans droit ni titre ou encore de collectifs informels qui recourent à l'action directe au risque de l'illégalité, ou qui cherchent à faire déborder le format classique des manifestations, les expériences radicales répertoriées présentent toutes, disions-nous, la particularité d'opérer à la marge de l'institution, voire contre elle. Nous désignons, sous la notion de radicalité, toute une série de situations qui s'inscrivent « aux bords du politique¹⁷ » ou, pour le dire autrement, qui participent d'un redéploiement de l'engagement public hors de la sphère politique institutionnelle.

2. La radicalité en passe par des interventions sur le sensible qui remettent en cause les termes de son partage policier, reprenant là encore les termes de J. Rancière¹⁸. Elle engage une tension fondamentale qui n'implique pas tant de faire entrer la politique dans l'ordre du sensible, mais bien plutôt de retravailler leur intrication, et ce faisant d'en défaire les nouages pré-existants.

12 Rancière, J. *Le maître ignorant, cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Le Livre de Poche, 2004.

13 De Fornel, M. ; Ogien, A. ; Quéré, L. *L'ethnométhodologie, Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, 2001. p.6.

14 *Ibid.* p.8.

15 Callon, M. ; Latour, B. « Le grand Léviathan s'appriivoise-t-il ? » in Akrich, M. ; Callon, M. ; Latour, B. *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Presse de l'École des Mines de Paris, 2006, pp. 11-32.

16 Nous pensons que la migration du concept de débordement, depuis sa conceptualisation appliquée aux innovations techniques jusqu'à celle que nous en faisons avec les collectifs radicaux, en change complètement la teneur. Nous espérons que cet article fera bien apparaître cette métamorphose. Callon, M. «La sociologie peut-elle enrichir l'analyse économique des externalités ? Essai sur la notion de cadrage-débordement», in Mairesse, D. (ed.), *Innovations et performances. Approches interdisciplinaires*, Paris, Éditions de l'école des Hautes Études en Sciences Sociales, 1999, pp. 399-431.

17 Rancière, J. *Aux bords du politique*, Paris, Ed. La Fabrique, 1998.

18 Rancière, J. *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, Ed La Fabrique, 2000.

3. Enfin, la notion de radicalité désigne cette part d'antagonisme fondamental (par exemple contre le patriarcat, contre l'économie, la spéculation immobilière, ou encore contre la police). Les formes de groupements radicaux ont pour enjeu l'expression de dissensus et visent à déborder les cadres établis (cadres du genre, de la bonne tenue dans l'espace public, de la manifestation politique, du concert de musique, de la politique parlementaire ou partisane, etc.).

Mais, à dire vrai, les éléments que nous rassemblons sous ce motif de la radicalité peinent à être associés, puisque précisément, leur caractérisation même tient dans leur irréconciliabilité et leur caractère in-intégrable, lesquels se reportent tout naturellement sur la sociologie qui prétend en rendre compte, et ce quelles que soient les bonnes intentions de cette dernière. Mais plus encore, c'est leur qualité *anomale*, au regard de la politique instituée autant que du point de vue d'une saisie sociologique, qui explique la difficulté que nous avons toujours ressentie à rassembler l'ensemble de ces éléments de radicalité et de ces collectifs sous la bannière de la radicalité politique, comme sous celle de la sociologie radicale. D'une part, la charge de conflictualité en jeu sur les terrains ne peut que faire déborder le cadre naturel de la sociologie pragmatique ; elle échappe largement à sa grammaire et comme part in-intégrable, vient précisément en retravailler les termes, faire jouer ses contours et ses visées. D'autre part, la sociologie pragmatique a sérieusement à se poser la question de l'émancipation¹⁹. Comment élaborer une science à même non seulement de décrire ces débordements mais de les appuyer, de les accompagner dans leur existence ? Ou pour le dire autrement, quelle peut être la portée émancipatrice d'une sociologie qui a pris ses distances avec Bourdieu ?

Entérinant les insuffisances de la posture défendue par la sociologie critique, et reprenant d'abord à notre compte les critiques adressées par la sociologie pragmatique à cette sociologie critique, nous voulions alors la mener contre elle-même, faire jouer Callon contre Callon, autrement dit, à nous attacher à des sujets irréconciliables, qui ne sauraient se satisfaire de leur association, au titre de participant-depuis-leur-place, à des instances du type « forum hybride » puisque leur présence est toujours de l'ordre d'une effraction. La sociologie radicale que nous entendions mettre en pratique visait bien à décrire les chaînages pratiques et concrets de l'émancipation à l'œuvre sur nos terrains, à faire valoir la compétence des incompetents, et ce afin de ne pas glisser dans les errements de la sociologie critique. Mais il appartenait à cette sociologie de prendre également au sérieux le scandale des situations étudiées, dans l'optique cette fois de déborder la sociologie pacificatrice, faisant ici référence à l'air du temps en ces années 2000, soit au triomphe de la « démocratie de consensus²⁰ ».

1.2. Enquête sur les luttes urbaines : radicalisation et ordinarisation de la politique

Alors que nous partions enquêter auprès des travailleurs saisonniers sur différents sites de la région Rhône-Alpes, nous déposons un projet de recherche en réponse à un appel d'offre du Plan Urbanisme Construction Architecture sur la « citoyenneté urbaine »²¹. Cette recherche que l'on a conduit de 2007 à 2009 est pour nous l'occasion de poursuivre les propositions que nous avons formulées dans le texte que nous venons de présenter. L'enquête porte sur de simples habitants, marginaux, militants radicaux, migrants en situation irrégulière, toute une foule d'acteurs invisibilisés dans le champ des dispositifs de la politique classique, habituellement considérés

19 Nous reviendrons dans la dernière section de cet article sur la conception *attachée* de l'émancipation que nous défendons.

20 Rancière, J. *La Méésentente : politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995.

21 Eliçabe, R. ; Guilbert, A. ; Haeringer, A-S. ; Lemery, Y. ; Overney, O. *Ressaisir la citoyenneté aux bords du politique. Expériences marginales et expériences instituées de participation politique à l'épreuve des projets de rénovation urbaine dans trois pays : Catalogne, France et Québec*, Consultation de recherche PUCA, MEEDDM « La citoyenneté urbaine : formes d'engagements et enjeux de solidarité », 2009.

comme étant incapables de contribuer à la définition du monde commun. Notre hypothèse était que dans des contextes de réaménagement, de rénovation urbaine, selon comment on les nomme, des situations, qui modifient très sensiblement les attachements au quartier et les usages de la ville, deviennent insupportables pour ceux qui l'habitent. Dans notre enquête, ces opérations concernaient aussi bien le développement urbain d'un quartier populaire et anciennement industriel à Montréal, avec d'immenses terrains ferroviaires destinés à être reconvertis en Centre de foire et en Casino, que le développement tout azimut d'infrastructures touristiques à Barcelone, la construction d'immeubles de haut-standing à Toulouse sur le site d'une ancienne caserne, « la reconquête du centre ville » de Marseille avec l'éviction des habitants précaires, ou encore la gestion policière de l'espace public et le développement commercial des grandes artères dans l'ensemble de ces villes. Dans la plupart des cas, la hausse des loyers ne permet plus aux habitants de longue date, aux locataires en situation de précarité mais aussi aux petits propriétaires hypothéqués ou endettés de rester vivre dans leur ancien quartier ; les transformations rapides et majeures de l'environnement entraînent des pertes de repères ; les ambiances dans tel ou tel espace se modifient *via* l'intensification des flux, la construction de nouveaux immeubles ou l'installation de caméras de vidéo-surveillance... Aussi de manière inattendue, se rencontrent dans de tels contextes des personnes partageant une expérience similaire de la ville ou ayant tout à coup les mêmes *intérêts*, au sens d'intéressement²². Des habitants tiennent coûte que coûte leur activité de récupération d'invendus sur les marchés, alors que les politiques municipales, par le biais des brigades d'hygiène, veillent à ce que les invendus soient systématiquement et immédiatement mis dans des sacs poubelles²³ ; d'autres occupent une place publique pour y organiser un repas de quartier une fois par mois sans demander d'autorisation ; ou on pense encore à la résistance pendant plusieurs mois de ce dernier habitant d'un immeuble du centre-ville de Barcelone, vidé peu à peu de tous ses habitants et destiné à devenir un hôtel luxueux. On retrouve là, au cœur de cette enquête, la proposition que nous formulions initialement, soit celle consistant à prendre la radicalité comme un motif, au ras du terrain, et non pas à partir d'une définition idéologique ou partisane, mais comme se déployant autant à travers les pratiques de squats, de manifestives, d'affichages sauvages, de centres sociaux auto-gérés ou en riposte à la rénovation urbaine, que dans des pratiques qui pourraient paraître tout à fait inoffensives *a priori*, mais qui peuvent dans ces contextes se charger d'une forte conflictualité, s'immiscer en marge ou contre des institutions politiques et participer à la transformation des usages de la ville.

Deux logiques nous semblaient donc apparaître dans ces luttes, l'une d'ordinarisation de la politique, l'autre de radicalisation. Nous nous sommes intéressés à ce double processus, aux compositions produites par la connexion entre un ordinaire et une radicalité de la politique, lorsque des entités hétérogènes de par leur histoire, leurs pratiques et leur inscription locale trouvent à s'associer : lorsqu'une campagne d'affichage sur le squat est menée à Barcelone au travers de petites affichettes diffusées dans les quartiers et invitant quiconque ayant besoin d'un logement à se réapproprier un logement vide et à être soutenu pratiquement pour cela (à travers des ateliers pratiques, l'échange d'informations, etc.)²⁴ ; lorsque des squatteurs toulousains se mettent, plutôt qu'à se barricader, à laisser grande ouverte la porte de leur squat et tout particulièrement de leur jardin pour permettre aux habitants du quartier d'en avoir eux aussi l'usage et que cette initiative attire des voisins mais aussi un nombre importants d'associations en tous genres (dans le domaine de la musique, de la

22 Une fois de plus, nous utilisons le vocabulaire de M. Callon, mais cette fois encore, pour préférer à sa définition de l'intéressement celle formulée à sa suite par V. Despret à partir de son travail mené sur ces animaux qui *participent* aux expériences des éthologistes. Despret, V. « Does sheep have opinions ? » in Latour, B ; Weibel, P. (éd.) *Making Things Public. Atmospheres of Democracy*, Cambridge (USA) : M.I.T. Press, 2006, pp. 360-370.

23 La lutte à laquelle nous faisons référence a eu lieu pendant un mois, peut-être deux, en 2009, sur le marché de la Croix-Rousse à Lyon.

24 Ce collectif s'appelait « PHRP (Per Un Habitatge Reelment Public) », il n'a duré qu'une année ou deux, mais s'inscrit dans un mouvement beaucoup plus large à Barcelone, mouvement qui se poursuit encore alors que nous rédigeons ce texte.

santé, de l'écologie, etc.), jusqu'à devenir un lieu bien repéré et très fréquenté du paysage associatif toulousain²⁵ ; lorsqu'à Barcelone des associations de voisins, renforcées par la participation active d'habitants du quartier et de groupes de squatteurs, se sont opposées deux années durant à un projet de reconversion en parking d'un terrain jusque-là laissé en friche, le quartier s'est auto-organisé pour l'aménager en parc public²⁶, des équipements collectifs ont été construits en ce sens par les associations : des jardins autogérés, un terrain de sport, des jeux pour les enfants, une fontaine ; lorsqu'à Montréal, un événement festif, « Réclame Ta Pointe » préfigurant l'ouverture d'un Centre Social Autogéré²⁷, est l'occasion de mettre en œuvre au cœur du quartier un ensemble d'équipements imaginés « par et pour la communauté » : cantine, banque de graines, cinéma itinérant, salle de libre accès gratuite ordinateur/internet, équipements en diffusion d'information (radio, journaux), un atelier bois mis à disposition, des jardins partagés, mais aussi une flotte de vélos.

1.3. Ailleurs : les enquêtes dans les institutions de l'urgence sociale

Pour poursuivre le récit de notre parcours, comme nous continuions parallèlement à cette enquête à chercher des appels d'offres et des contrats de recherche, plusieurs d'entre eux nous conduisent sur le terrain de l'urgence sociale, terrain que nous ne connaissions pas, et, autre changement pour nous, pour y réaliser des enquêtes où la production d'un savoir devait être directement appliquée. En effet, si la recherche sur les luttes urbaines ressemblait davantage à une thèse collective, si celle consacrée aux travailleurs saisonniers était une étude pour un observatoire associatif de santé publique, nous rentrions là en contact avec des demandes très concrètes et très précises formulées par les institutions de l'urgence sociale, en vue de la transformation de ces dernières. Celles-ci nous ont demandé tantôt de réaliser une étude préalable à la mutualisation de leurs ressources entre plusieurs de leurs établissements, tantôt l'évaluation d'une expérimentation d'un logement durable pour personnes vivant à la rue, tantôt encore une étude financée avec le concours du Haut Commissariat aux Solidarités Actives ayant pour tâche de valoriser la parole des usagers et leur prise en compte par les professionnels dans quatre structures d'hébergement.

Ce que nous imaginions d'abord être un travail à la marge de notre activité de recherche, s'est avéré beaucoup plus surprenant que nous l'aurions pensé, et très vite, il nous a fallu prendre au sérieux ce dans quoi nous nous étions engagés. En arrivant sur ces terrains, nous avons été tout de suite sensibles aux personnes qui passent par ces institutions, à leurs parcours de vie, aux relations ouvertement conflictuelles ou ambiguës qu'elles ont avec les associations de prise en charge. Mais aussi, à notre étonnement, à l'inventivité des pratiques des travailleurs sociaux et des soignants, à tous les bricolages qui avaient cours à l'intérieur d'institutions, par ailleurs souvent rigides. Nous avons vu les ajustements sans cesse nécessaires de la part des intervenants pour prendre en compte et prendre soin malgré tout de personnes qui pour beaucoup, bénéficient peu ou mal des dispositifs sanitaires et sociaux, voire, comme ces personnes qui ont passé de longues années dans la rue, malades, et qui ne trouvent aucune réponse institutionnelle à leurs problèmes²⁸.

25 Nous faisons référence ici aux Pavillons Sauvages, qui organisent toujours autant de concerts dans le quartier des Minimes à Toulouse.

26 Nous parlons du Forat de la Vergogna, une lutte célèbre pour les habitants de Barcelone.

27 Au moment de l'enquête, le projet de Centre Social Autogéré de Pointe St-Charles était mis en péril, du fait de l'expulsion subie après l'occupation de terrains abandonnés dans le quartier. Depuis, et après de longues années de négociation, le collectif La Pointe Libertaire, associé à diverses associations de quartiers, a obtenu les clés d'un grand local dans une friche du quartier.

28 Une étude menée pour la Fondation de France conduite de 2009 à 2011 sera centrée sur les multiples bricolages inventés dans les structures sanitaires et sociales ainsi qu'au sein des réseaux de soin pour prendre en charge les personnes SDF en fin de vie, une question pour laquelle actuellement très peu de réponse institutionnelle existe. L'enquête s'est notamment focalisée sur les tentatives initiées dans différentes villes françaises. Voir, Guilbert, A. ; Overney, L. ; Haeringer, A-S. ; Eliçabe, R. ; Lemery, Y. ; Tournier, A. *Accompagnement des personnes en grande précarité atteintes de maladies graves ou en fin de vie*, Rapport de recherche, Fondation de France, 2011, 241 p.

Pour entrer un peu plus dans le détail et faire sentir au lecteur le genre de situations qui nous a interpellé, on peut donner ici quelques exemples de la manière dont les professionnels contournent en permanence les obstacles réglementaires. Dans un lieu de vie situé à l'intérieur d'un hôpital, une cadre infirmière a dû batailler pour faire installer une salle fumeur, les cigarettes sont roulées dans la salle de soin par les soignants pour les personnes qui ne peuvent pas le faire seules ; ailleurs, des travailleurs sociaux détournent légèrement la règle au moment des bilans pour reconduire les contrats d'hébergement, n'hésitant pas à fermer les yeux sur des comportements valant motif d'exclusion dans le règlement.

Mais dans ces structures, nous sommes aussi sensibles à la prolifération des inventions et des ruses à l'œuvre dans la pratique qu'en ont les résidents, pour continuer à échapper à un cadre de l'hébergement social qui reste profondément normatif, orienté vers un modèle de l'insertion sociale (insertion par l'emploi, par le logement, etc.) et géré dans une logique de gestion de flux. Par exemple, dans un centre de stabilisation parisien²⁹, les personnes accueillies sortent théoriquement de l'urgence du renouvellement au jour le jour ou à la semaine. Mais elles ne sont pas sensées non plus rester, donc trop se sentir « chez elles ». La télévision est par exemple interdite dans les chambres. Mais nombre de résidents enfreignent le règlement, les appareils sont alors confisqués les uns après les autres et consignés à la cave... jusqu'à ce que la cave en soit pleine. L'institution se trouve alors dans l'incapacité matérielle de tenir la consigne et donc le règlement intérieur. Et les résidents finissent par obtenir à le droit de posséder une télévision dans leur chambre...

Mais comment parler de ce qui nous semble se jouer là ? Nous avons d'abord fait une tentative avec la catégorie *d'ineffable*, qui devait rendre compte de quelque chose de central sans être formulé, et qui pourtant donnait toute la consistance à ces relations étranges qui se nouaient dans les institutions de l'urgence sociale. Et puis, dans nos hésitations, nous avons rencontré Fernand Deligny, ou plutôt le dialogue que ce dernier a eu avec I. Joseph, (autre représentant illustre de la sociologie pragmatique en France) dans l'ouvrage *Le croire et le craindre*, à propos de sa pratique dans le lieu de vie qu'il avait participé à créer dans les Cévennes. Ce texte nous a permis d'approcher une dimension peut-être émancipatoire³⁰ mais sans éclat, au sein-même des dispositifs de l'urgence sociale, ce que l'auteur désigne par la prolifération d'« une force positive qui traverse les rapports de pouvoir, très souvent comme une réalité banale et silencieuse ». A suivre Joseph et Deligny, il y a toujours, sans cesse et partout, des « moindres gestes », des élans, des moments qui décalent la pratique et permettent de la reprendre tout autrement ensuite, des « échappées du commun », nous disent-ils, fragments d'émancipation toujours possible :

« Ces initiatives, [nous dit Deligny] ces émergences du commun ne sont nullement clandestines, au secret de l'espace d'enfermement ; on peut les saisir à la surface des circonstances ordinaires comme des échappées qui se produisent au détour et aux dépens du pouvoir, moments de dissidence fortuite, qui n'ont pourtant rien à voir avec les fusions et les confusions humanistes, puisqu'elles ne sont pas le fait d'un sujet. Et il est vrai que si l'on suit les fils qui relient un acte de révolte ou de dissidence à un autre, on ne trouvera pas forcément une classe, un groupe ou un sujet, mais des frémissements plus ou moins discrets, plus ou moins violents, des tranches qui ne s'orientent pas nécessairement sur un achèvement, des tentatives qui n'aboutissent pas toujours dans un projet, des lignes de fuite plus que des lignes politiques, des solidarités violentes et pourtant parcellaires et provisoires³¹».

29 Les centres de stabilisation ont remplacé les centres d'hébergement d'urgence en France depuis la loi de 2004 sur le droit au logement opposable et la continuité de service.

30 On retrouve une conception proche de l'émancipation défendue ici dans l'introduction que J. Rancière fait aux textes du menuisier Gauny. Ce dernier est décrit s'émancipant dès lors qu'il lève le nez du parquet qu'il est en train de réaliser pour laisser son regard s'évader par la fenêtre. Rancière, J. *Louis Gabriel Gauny. Le philosophe plébien*, PUV, 1983.

31 Deligny, F. *Le Croire et le Craindre*, avec la collaboration d'I. Joseph, in Deligny F., *Œuvres complètes*, L'Arachnéen, 2007, p. 1220.

Cette citation a beaucoup tourné dans nos têtes, elle est venue dire quelque chose de ce que nous étions en train de percevoir de plus en plus nettement, c'est-à-dire ce qu'il y avait de commun à tout ce que nous rencontrions dans nos enquêtes. Nous ne voulions surtout pas parler de commune humanité, nous ne voulions pas non plus d'un sujet collectif, tout hétérogène soit-il, pour désigner ceux et celles que nous rencontrions, aussi bien que les situations dans lesquelles nous nous retrouvions pris. Des « échappées du commun », des « solidarités violentes quoique parcellaires et provisoires », des « tentatives », des « frémissements », des « dissidences fortuites », des « lignes de fuites », tout le lexique de Deligny et Joseph parvenait à mettre en écho ce qui se dérobaient aussi bien à la saisie sociologique qu'aux prises de pouvoir de toutes sortes. Il y avait là tout à la fois de quoi poursuivre les enquêtes et les orienter dans un devenir politique inattendu. Et peut-être même de trouver la souplesse nous empêchant de tomber dans les pièges que l'une et l'autre de ces aspirations tendaient sous nos pas.

1.4. Retour aux luttes urbaines : enquêter pour répondre à l'adversité de la ville durable

Tout en continuant nos enquêtes sur le travail social, nous trouvons en 2009 un moyen de continuer à travailler sur les mobilisations dans la ville, cette fois-ci en lien avec la thématique de l'écologie. De fait, les appels d'offres sur les questions urbaines sont alors pour la plupart axés sur cette thématique. L'enquête à laquelle nous faisons référence a été réalisée entre 2009 et début 2013, pour le compte du Ministère de l'écologie dans le cadre d'un programme intitulé Concertation Décision Environnement.

L'enquête porte alors sur les dispositifs de concertation associés aux politiques de développement durable et sur les oppositions aux mises en œuvre de la « ville durable »³². L'un des terrains principaux de cette recherche est la coordination des habitants de Montreuil : un collectif informel qui regroupe entre quinze et vingt collectifs et associations d'habitants mais aussi des individus, tous opposés à des projets d'urbanisme à Montreuil, dans la zone dédiée à la construction du « plus grand écoquartier d'Europe » sur les Hauts de Montreuil, projet phare de la municipalité. Les motifs de mobilisation des collectifs regroupés au sein de la coordination sont aussi divers que la construction d'un édifice de quinze étages bouchant la vue et l'ensoleillement des immeubles voisins, la construction d'une école sur un espace boisé considéré par la mairie comme abandonné mais fréquenté assidûment par les habitants des alentours, la construction d'un immeuble sur une pelouse servant de terrain de jeu et de lieu de passage aux habitants petits et grands des HLM proches, la défense d'un squat abritant des sans-papiers ou dans lequel ont lieu des activités politiques. La coordination est ainsi marquée par une diversité de statuts sociaux (des « locataires, des propriétaires et des squatteurs ») et de formes de collectifs (pour beaucoup, des collectifs récemment créés, contextuels, concernés par tel ou tel coin de rue, tel îlot, tel immeuble etc).

On se trouve là en situation de décrire des activités assez proches de ce que nous avions jusque-là compris sous le terme d'ordinaire, mais qui se chargent peu à peu sur ce terrain montreuillois d'autres choses, et diffracte ce couple radical/ordinaire, qui ne permet plus de rendre compte de la teneur de ce que l'on rencontre. La notion de trivial commence alors à surgir là, à partir d'une affaire qui a agité la coordination au cours de l'année 2012, l'affaire dite de « l'îlot 104 » sur laquelle nous allons nous arrêter un peu. Voilà comment un des portes-paroles de l'association Association pour la

32 Doñate Sastre, M. ; Eliçabe, R. ; Guilbert, A. ; Haeringer, A-S. ; Márquez Porras, R. ; Overney, L. ; Romero Noguera, P. *De la ville durable à la ville habitable : Expériences de participation instituée et dynamiques collectives autonomes à l'épreuve de l'écologie*, Programme Concertation Décision Environnement, APR 2008/2009, Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, rapport de recherche, 2013, 235p. Voir aussi, dans une version allégée et des mêmes auteurs « Quand des projets de ville durable sont mis à l'épreuve par des collectifs d'habitants » dans Mermet, L. ; Salles, D. *Environnement et transition écologique*, De Boeck Supérieur, Paris, et « Des milieux en résistance à la gouvernamentalité écologique » dans Boissonade, J. (dir.) *La ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Éditions Petra, coll. « Pragmatismes », 2015.

Qualité de Vie (membre de la coordination et en lutte contre le projet de la mairie) la résume lors d'une réunion publique organisée par la coordination à l'été 2012 :

« L'association AssQuaVie est née contre la destruction de l'îlot 104, contre le projet de la Mairie d'implantation d'une école. L'îlot 104 était composé de 9000 mètres carrés d'espaces boisés avec des arbres centenaires (...). Au départ tout le monde était assez favorable à un projet d'école, sauf qu'à un moment on a vu la dimension de l'école, c'est-à-dire que sur les 9000 mètres carrés d'espaces boisés, l'école va faire quasiment 6000 mètres carrés, et il va rester 800 mètres carrés de verdure. Aussi, il n'y a eu aucune concertation, on a eu beaucoup de mal à avoir les plans, donc on a dû lutter longuement pour connaître ce qui allait vraiment se passer ».

Un peu plus tard, à la fin de l'été, un technicien de la mairie, dans un mail adressé à un membre d'AssQuaVie, lui dit ne rien comprendre à leur action : « que des citoyens se mobilisent contre une pollution des sols ou l'implantation d'une usine, d'accord, mais contre une école ? » ; et s'il qualifie un peu plus loin de NIMBY³³ l'association AssQuaVie, c'est en lui reconnaissant en même temps qu'elle en est une espèce bien étrange. Il faut dire ici que le projet d'école, outre en quelque sorte sa vertu intrinsèque, est un projet phare et exemplaire de l'écoquartier à venir, elle doit accueillir vingt et une classes de maternelles et de primaires, les bâtiments prévus étant « à énergie positive », des platanes devraient être replantés à 80% de l'existant, un jardin potager partagé est également prévu au sein de l'école.

La question qui se pose ici c'est : qu'est-ce qu'il y a là à défendre pour s'opposer à un tel projet, à quoi tiennent-ils ? Et l'on voit bien le caractère difficilement défendable *a priori* de cette action. Pourtant de fil en aiguille, l'action de AQV va être appuyée par d'autres, collectifs, associations, voisins. A l'échelle de la ville entière, un processus d'intéressement va pourtant bien avoir lieu. C'est que finalement l'anéantissement de ce petit parc délabré face aux constructions massives mais vertueuses de la ville durable, entre en résonance avec ce que vivent tout un tas de gens, qui ne vivent pas forcément là mais se sentent concernés. Et l'on s'aperçoit peu à peu que dans toute une somme de situations, ce sont des espaces qui sont défendus coûte que coûte, alors même qu'ils peuvent sembler sans importance voire insignifiants (ces arbres-là qui pour reprendre les termes d'un mail d'une membre de l'association « pris un par un, n'avaient rien d'extraordinaire mais ensemble, constituaient un lieu extraordinaire ») un terrain vague, une pelouse, une friche...

A travers la coordination, il s'agit bien plutôt d'une prolifération au ras du sol de plaintes, de cris de colère (parlant de l'ensoleillement, de la poussière et du bruit des chantiers, de la possibilité de marcher dans une rue), mais aussi de temps de vie partagée, à l'occasion de rassemblements ponctuels. Et s'il y a quand même bien une tentative de qualification commune de ce qui est à l'œuvre, de dire collectivement le problème, cette qualification ne se fixe pas. L'enquête que mènent ensemble les habitants les amène à parler de « densification » de la ville, mais c'est une qualification parmi d'autres du problème. Parler de densification, renvoie à la fois à une opération politique, qui est la ligne politique des écologistes, défendue par Dominique Voynet³⁴, mais c'est tout aussi bien quelque chose de plus distinctement perceptible et palpable comme la « bétonisation » avec des immenses immeubles qui poussent à tous les coins de rue. La coordination ne déclare pas pour autant « non au béton » – c'est là le nom de l'un des collectifs –, pour faire valoir l'idée d'une nature purifiée : elle défend le plus souvent des espaces dits « dégradés » par la municipalité, des espaces sans qualités particulières mais pour lesquels les habitants ont à engager d'âpres combats.

Arrivés à ce point, il nous faut dire que l'ensemble de ces récits, placés sous le signe de l'anecdote et

33 « Not In My Backyard ». L'acronyme désigne péjorativement les riverains opposés à des projets dits d'intérêt général.

34 Dominique Voynet a été l'une des leader du principal parti écologiste français (aujourd'hui Europe Ecologie les Verts). Elle a été Ministre de l'environnement de 1997 à 2001 puis maire de Montreuil de 2008 à 2014.

volontairement éclectiques, nous semblent bien mieux donner à voir le sens de notre errance que n'importe quel compte-rendu léché n'aurait pu le faire. En essayant après coup de recomposer notre trajectoire, d'en situer et d'en raccorder les différents fils, force est de constater qu'il n'y a là rien qui puisse être purifié, rien que l'on puisse lisser joliment pour les besoins de l'exposition publique. Nous sommes restés alliés voire amis avec les groupes radicaux que nous avons rencontré, quoique nous ayons travaillé pour des ministères, nous n'avons pas laissé tombé les gars de la rue, quoique nous ayons travaillé pour le compte d'associations caritatives qui n'ont rien de radicales. Notre groupe de recherche s'est trouvé contaminé avec le temps par toutes ces associations étranges et si nous parlons aujourd'hui de politiques et d'enquêtes triviales, c'est aussi bien pour qualifier notre groupe, et peut-être plus encore pour indiquer à ceux qui nous lisent qu'ils ne trouveront rien ici de vertueux ou d'exemplaire.

2. Trivialités

2.1. La trivialité, une piste de recherche

Nous pourrions dire, en reprenant notre parcours de recherche et en regardant ce qui s'est dessiné au fil du temps, que nous sommes partis chargés de problématiques propres à la radicalité politique – héritière de traditions et d'histoires politiques bien connues –, que nous avons dès notre première recherche collective mis en jeu sur des terrains sur lesquels se développaient, au gré des possibles (et des luttes pour ces possibles), des tentatives, des expériences collectives assez inédites. Nous sommes aussi allés dans de grandes institutions de l'urgence sociale et dans de petites pensions de famille où vivent des personnes ayant un long passé de rue et où travaillent des professionnels qui ajustent leur position au parcours de ces personnes et apportent des soins au quotidien. De la même manière nous sommes allés rencontrer des habitants au milieu des chantiers de la « ville durable » pour voir comment ils s'en débrouillaient, ce qu'ils bricolaient (comme possibles). En chemin, nous avons peu à peu quitté les sujets bien identifiés de la politique préalablement affiliés à des mouvements ou des collectifs déjà répertoriés : mouvements de « sans logement », de « précaires », de « co-propriétaires », de « travailleurs sociaux militants », etc., en nous intéressant à des situations toujours plus indiscernables.

Une trajectoire s'est bien construite au gré de nos recherches, des contrats que nous obtenions et des terrains que nous avons choisi pour répondre aux grandes questions qui nous étaient posées : la « citoyenneté urbaine », « les processus de concertation dans la mise en œuvre des politiques de développement durable », « la politique de l'hébergement en France ». Nous avons toujours cherché à travailler *avec* des *situations* indiscernables, celles qui émergent sans que l'on sache comment bien en parler, non qu'elles soient nécessairement nouvelles, mais qu'elles posent au sociologue de nombreux problèmes de catégorie, qu'elles restent rétives et récalcitrantes à toute réduction sociologique – notez que ce problème se pose au sociologue seulement, car les personnes et collectifs pris dans ces situations sont finalement eux beaucoup plus à même de faire avec ces situations troubles, c'est bien pour cela qu'il nous faut tenter de nous y prendre autrement.

*Comment bien parler*³⁵ de ce qui fait se mettre en mouvement des habitants qui voient leur quartier

35 En utilisant cette expression de « bien parler », nous nous référons plutôt à E. Viveiros de Castro et V. Despret qu'à B. Latour. Il en va là d'une certaine politique de l'exemple ou des relations qui se nouent sur le terrain, ou pour le dire encore autrement, d'un attachement à des êtres minoritaires qui modifie complètement la couleur des concepts. Deleuze et Guattari en ont fait l'enjeu politique de *Mille Plateaux* : « bien parler » des animaux, des indiens, des femmes et des drogués, dialoguer avec eux, voilà ce que nous ne voulons pas oublier. Deleuze, G. ; Guattari, F. *Mille plateaux*, Les éditions de minuit, 1980.

se transformer en parc touristique, des habitants qui se sont installés dans un quartier depuis bien longtemps, ou parfois qui y sont nés, mais qui sont bel et bien aussi des militants ? Comment bien parler de mouvements de voisins et de commerçants à Barcelone dont on ne peut jamais dire autrement qu'en situation si leur action est réactionnaire ou émancipatrice ? L'association de voisins du quartier de Casc Antic, dans le centre de Barcelone, est bien, au début des années 2000 contre le projet de parking et rejoint en cela le mouvement des squats, mais disant cela l'on met un peu de côté pour un temps le fait qu'il y ait des tensions parfois vives entre tous les groupes impliqués (certaines associations négociant discrètement avec la municipalité), parce qu'il y a bien là quelque chose qui semble les emporter dans un même élan : la lutte du « forat de la vergogna », que nous avons déjà mentionné. Et finalement même, pour nous, l'enquête s'arrêtera là, sur la tiède victoire ou l'échec amorti que représente l'arrêt du projet de parking et la réfection de la place suivant les volontés des habitants en lutte, bien que cela se fasse après avoir soigneusement détruit tous les aménagements auto-construits afin de les faire remonter à l'identique par des techniciens de la mairie, sous forme d'équipements « aux normes ». A bien y regarder aujourd'hui, la situation n'a jamais été très claire.

Ou encore comment bien parler de la coordination des habitants de Montreuil puisque les membres de cette coordination eux-mêmes ont du mal à décrire leur activité, à dire ce qui a pris, ce qui marche, ce qui fait leur commun... Comment savoir comment bien parler de ce qui se passe dans un centre d'hébergement et de réinsertion sociale dans lequel la limitation de la durée de séjour a été suspendue et où pourtant il est rendu impossible pour les personnes d'habiter, c'est-à-dire de se sentir « chez-elles » ? Par toutes sortes de moyens discrets, ou plus souvent avec la sincère bonne intention de faire respecter des règles de vie collective, les personnes hébergées se retrouvent privées d'apporter des meubles au motif qu'il ne faut *pas trop* entasser, d'accrocher des affiches, d'inviter des personnes extérieures, parce qu'il ne faut *pas trop* investir les lieux, ne *pas trop* s'attacher. Mais il ne faudrait pas non plus que ce ne soit *pas assez* : ne rentrer *que* pour dormir la nuit, sans s'investir un peu, sans participer à la vie du lieu.

Ou comment parler de ce qui se passe dans un accueil de jour, ouvert à tous, et où *a priori* rien ne se passe ? Comment bien parler d'une relation lorsque les travailleurs sociaux eux-mêmes peinent à qualifier ce qui se passe avec telle personne hébergée ? Ils savent que quelque chose « s'est passé », mais quoi exactement ?

Il y a bien là quelque chose qui nous fait sortir d'une logique de maîtrise, et en même temps d'une logique de subjectivation politique. C'est ce que nous cherchions déjà à tâtons dans la première longue enquête menée sur les luttes urbaines, avec les notions d'ordinarisation et de radicalisation, d'institutionnalisation et d'ensauvagement³⁶ : soit saisir des dynamiques qui soient en mesure de rendre compte d'autres plans de composition. C'est encore ce que nous cherchons à faire dans nos recherches dans les mondes de l'urgence sociale avec les notions que nous construisons, le bricolage, la confiance, le « laisser venir », le tact et la politesse. Et c'est finalement ce que nous poursuivons, en le disant encore autrement (et mieux nous l'espérons) avec cette idée de trivialité, (fût-elle aussi transitoire), telle qu'elle a émergée face et au milieu des grands chantiers de la ville durable. En ce sens, et ce serait là notre première exploration en la matière : la trivialité doit nous

36 Ce dernier couple de concepts, nous l'avions construit à destination de nos commanditaires, non pas pour orienter leur action dans le domaine, mais à tout le moins pour les alerter sur la gestion policière dont est l'objet actuellement (sous tous les gouvernements, de droite comme de gauche) toute initiative politique sortant des cadres pré-existants. Nous parlions d'institutionnalisation à propos de lieux occupés sans droit ni titre, en indiquant que le recours à la force publique (utilisé dans 95% des cas) pouvait peut-être être abandonné au profit d'une pérennisation de ces lieux, en leur permettant simplement d'exister dans la ville. Et nous parlions à ce propos d'ensauvagement des institutions publiques, de ce qu'implique dans le long terme la pérennisation de tels lieux, à savoir la nécessité de suspendre la maîtrise des dynamiques qui y ont cours. Overney, L. ; Haeringer, A-S ; Guilbert, A. ; Eliçabe, R. « Pragmatique des contre-politiques de la ville : alliances, équipements collectifs et milieux de vie » in Carrel, M. ; Neveu, C. *Citoyennetés ordinaires*, Ed. Khartala, 2014.

permettre de parler de ce qui semble toujours in-effectué dans des subjectivations, ce qui fait qu'elles échappent toujours à nos qualifications mais aussi en partie à elles-mêmes, qu'elles sont toujours un peu plus que ce qu'elles semblent être, qu'il reste toujours quelque chose qui leur permet de poursuivre, autrement. En disant les choses ainsi, nous franchissons une ligne encore hypothétique pour nous, celle consistant à prendre au sérieux dans nos enquêtes la conception deleuzienne de l'événement, particulièrement l'idée de contre-effectuation. Pour Deleuze, l'événement s'effectue toujours dans des choses et dans des personnes, douloureusement, comme des « petites morts partielles », pourtant il en subsiste toujours quelque chose, des virtualités qui ouvrent la possibilité à des chemins imprévus ; à condition de les contre-effectuer, c'est-à-dire d'actualiser leur virtualité³⁷. Si l'on pense au travail des soignants dans ce centre de soin méthadone, si l'on pense aux collectifs de travailleuses du sexe ou à toutes ces luttes urbaines d'ampleur plus ou moins grande, chaque fois il est question d'événements qui sont autant de blessures et de fêlures et autant d'autres événements qui s'enchâssent, qui rendent tout à coup possible l'impossible soin, des alliances improbables et des solidarités sans nom.

Nous en sommes là aujourd'hui. D'une part, dire trivialité nous permet de parler de ce qui peine à être entendu à Montreuil lorsque des habitants défendent coûte que coûte un parc envahi par les mauvaises herbes et dont ils se servent à peine, contre un projet d'école écologique, ou un peu d'espace à un coin de rue pour garder une vue plus dégagée, contre la construction d'un immeuble affectant l'ensoleillement des immeubles alentours, tout ce qui dans un contexte de développement de la « ville durable » sera si vite assimilé à du Nimby, ou des éternels « jamais contents », ceux qui résistent à tout changement, et que l'on discréditera si facilement (parce qu'ils disent « non ! »). L'on comprend alors, et il est important de le souligner, que ce besoin de *bien dire* a toujours quelque chose de vital, quelque chose qui *importe*, parce que l'on espère ajouter quelque chose dans la situation. Nous pensons en effet, comme W. James, que le savoir produit par l'enquête empirique n'est pas externe aux situations dont il doit rendre compte mais *additif* à elles, et qu'il participe donc de l'instauration de leur réalité³⁸. Ici par exemple cela *nous* importe parce que nous faisons l'hypothèse, au travers de notre recherche, que la coordination des habitants de Montreuil constitue une force politique inédite de par son hétérogénéité foutraque et son caractère hautement habité, et peut-être le seul genre de force capable de faire face au rouleau compresseur des politiques de la « ville durable ».

D'autre part, parler de trivialité, éclaire tout à coup d'un jour nouveau ce que nous avons traversé jusque-là, cela redonne tout simplement de l'air à notre propre pensée³⁹. Et nous nous prêtons à rêver d'une continuité possible entre tout ce que nous avons entrepris ensemble, et à ce dont nous sommes chargés avec les années : des concerts punks du collectif La France Pue ! à St-Etienne, aux habitants du collectif GTI à la Duchère à Lyon, en passant par les militants occupants les hauteurs des arbres du Parc Mistral à Grenoble⁴⁰ et cette pension de famille dans le 18ème arrondissement dans laquelle les repas sont chaque jours pris en commun.

Nous allons mettre à l'épreuve dans la suite du texte deux hypothèses que nous sommes en train de formuler à propos de l'idée de trivialité, hypothèses qui poursuivent celles que nous avons exposé

37 Voir la 22ème série intitulée « Porcelaine et volcan » dans Deleuze, G. *Logique du sens*, Les éditions de Minuit, 1969.

38 James, W. *Essais d'empirisme radical*, Agone, 2005 [1912]. Pour un beau développement de cette propriété de la connaissance appliquée à la sociologie, lire le texte d'Antoine Hennion, « Enquêter sur nos attachements. Comment hériter de William James ? », *Sociologies* [En ligne], Dossiers, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, mis en ligne le 23 février 2015, consulté le 22 juillet 2015. URL : <http://sociologies.revues.org/4953>

39 En disant cela, nous pensons à ce cours de Deleuze de mai 1983 sur le cinéma dans laquelle il rapporte la célèbre interjection « Du possible, sinon j'étouffe ! ».

40 La lutte contre la construction du stade de foot dans le Parc Mistral, au centre de Grenoble, a vu pendant tout l'hiver 2003-2004 une foule bigarrée occuper la cime des arbres au moyen de cabanes auto-construites.

précédemment concernant la possibilité de dire une politique radicale sans sujet, et celle que nous formulons en termes de radicalisation de la sociologie. En décalant ces questionnements, en les mettant à la question triviale, que deviennent la politique et la sociologie radicale ? Et si nous parlions de politiques triviales et d'enquêtes triviales, qu'est ce que cela changerait ?

2.2. Une recherche tâtonnante : du plein air au trivial

Afin de donner à voir comment nous en sommes arrivés là, il nous faut faire un dernier détour par une catégorie que nous avons du délaissier en route, il nous faut dire comment le plein air s'est mué en trivial.

Nous avons vu s'exprimer à travers les expériences de la coordination des habitants de Montreuil ce que nous nommions d'abord une politique de plein air. Les fêtes-assemblées organisées par l'un des collectifs de la coordination sur une pelouse menacée par un projet immobilier ou les jardins communautaires cultivés dans la vallée de Can Masdeu à Barcelone constituaient des exemples de site sur lesquels se fabriquait cette politique de plein air. Nous reprenions cette expression à Barthe, Callon et Lascoume⁴¹, parce qu'elle nous permettait d'insister sur l'expérience de dé-confinement que nous observions sur les terrains, dé-confinement non plus des laboratoires mais des chambres politiques (que ce soit des conseils de quartier ou de tout dispositif de concertation). La reprise de cette expression devait permettre de mettre la focale sur les *matters of concerns* et les dynamiques d'intéressement y ayant cours.

Mais si ce que nous appelions alors « politique de plein air » s'est transformé progressivement en « politique triviale », c'est pour toute une série de raisons que nous allons dérouler maintenant. D'abord nous nous sommes aperçus que la sortie de la chambre politique, ou du laboratoire participatif, ne nous prémunissait en aucun cas finalement d'une reconduction en « plein air » de la clôture du dispositif : c'est précisément ce que nous avons observé en nous intéressant à l'association Arpenteurs, en charge de la concertation organisée par la municipalité à Montreuil autour de la mise en place de l'écoquartier, et plus particulièrement aux sessions d'« arpentages » qu'ils organisent dans la rue et dans les espaces en friches. Force a été pour nous de constater que dans un tel dispositif, l'on sait toujours par avance ce qui va pouvoir y rentrer ou non. Ainsi, si les habitants sont invités à formuler des propositions d'aménagement d'une place de marché au lieu même, et que les animateurs insistent sur l'ouverture de la municipalité à ces propositions, ils ne sont pas pour autant autorisés à remettre en cause la fermeture d'une autoroute et la piétonnisation du site, *cadre* dans lequel se déroule le réaménagement de la place : aux habitants en colère l'animateur de l'arpentage répondra « aujourd'hui on est là pour discuter de la place, pas de l'autoroute »⁴².

Ensuite, nous avons aussi été amenés à remettre sur le métier cette notion de plein air à partir d'une remarque *a priori* déconcertante mais dont nous avons dû nous saisir. Cette remarque a été faite au cours de la présentation de nos résultats de recherche lors du colloque de restitution organisé par le ministère, l'un des auditeurs dans la salle nous demandant si nous nous référions par là « au scoutisme » ou à quelque chose s'y apparentant. Nous avons alors pris la mesure de ce que le « plein air » véhicule comme imaginaire, un imaginaire inspiré au mieux du Front Populaire, c'est-à-dire de l'idée latente d'une nature maîtrisée, aimable en soi et propice aux *sports de plein air*, au pire de la colonie agricole du 19ème ventant les vertus régénératrices du plein air ou encore la cité jardin des hygiénistes ; le plein air valant dans ces deux cas comme redressement environnemental des comportements des citoyens (et des délinquants).

Une autre occurrence qui nous a amené à nous détourner d'une approche en terme de « plein air » a

41 Callon, M. ; Lascoume, P. ; Barthe, Y. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

42 Nous faisons référence à la place du marché des Ruffins à Montreuil.

eu lieu lors de ce même colloque. Le dernier orateur de la journée, le géographe Olivier Soubeyran, devait présenter les résultats de ses travaux mais sous l'effet d'une découverte troublante qu'il venait de faire, décidait plutôt de la partager avec l'auditoire. Ce dernier s'était rendu compte, dans le cas de la gestion post-catastrophe de l'ouragan Katrina, de la parfaite correspondance entre les nouveaux paradigmes de résilience des territoires, ou comme il le dit « d'adaptation à l'adaptation », dans le domaine de l'aménagement du territoire, avec les versions les plus subtiles quoique militarisées du maintien de l'ordre public : « Nous avons saisi un système d'actions, où l'anticipation existe parce qu'elle repose désormais non plus sur la prévision, ni même sur la prévention, mais sur la *préemption*. De même, ce contexte sécuritaire permet d'opérer de véritables stratégies sans regrets. Il ne s'agit pas de stratégies sans regrets faites sous l'hypothèse de la non-réalisation du scénario du pire. *Au contraire, les actions de résilience sont conçues sous l'hypothèse de la réalisation du pire* [nous soulignons]⁴³ ». Il nous a alors semblé que le plein air courait le même genre de risque, indissociable du lien d'intimité entre la catastrophe écologique et climatique en cours et de la prolifération exponentielle des dispositifs sensés nous en prémunir (policiers, sanitaires, sociaux, participatifs). Mais nous reviendrons à la suite sur ce point crucial. Nous avons enfin voulu, en nous débarrassant du plein air, définitivement tourner le dos à une version de la politique (et de la sociologie) qui définit toujours *préalablement* les conditions d'un « bien parler » ou qui ne cesse de vouloir « faire aller droit »⁴⁴ la parole politique. Nous voulons faire jouer contre cette version une autre, pour laquelle l'in-maîtrisable des attachements des corps humains en politique à un monde lui aussi in-maîtrisable, constitue non pas l'entropie contre laquelle la parole politique doit lutter mais le seul plan d'immanence possible à son déploiement.

2.3. Des politiques triviales : faire résonner les enquêtes

A regarder de près l'étymologie et les usages courants du terme trivial, nous y trouvons tout un tas de ressources pour faire résonner entre elles les enquêtes et les situations rencontrées. En philosophie depuis Kant, il est convenu d'opposer à la trivialité le sublime : nous avons là d'un côté les nécessités triviales, manger, dormir, tout ce qui est nécessaire à la vie, de l'autre le sens, la vérité sur la vie, d'un côté un mouvement vers le sol raboteux de l'expérience mondaine, de l'autre, un mouvement d'élévation et de transcendance, vers le beau, le vrai, le juste. Dans les sciences sociales, on oppose plutôt le trivial au systématique. Ici, c'est moins la transcendance que les lois de l'épistémologie qui doivent pouvoir nous prémunir du cas particulier, de l'anecdotique, de l'élément incontrôlable. On pense ici à ce que rapporte Vinciane Despret à propos des laboratoires de psychologie expérimentale : « Les exigences du laboratoire sont relativement explicites : d'abord il ambitionne d'aller au-delà des cultures et de l'incontrôlable. Pour découvrir une série de règles stables auxquelles obéit le phénomène à expliquer, le scientifique cherchera les invariants de celui-ci⁴⁵ ». En mathématique enfin, on assimile la trivialité à la simplicité, à ce qui ne pose pas particulièrement de problème de démonstration. En informatique plus particulièrement, les systèmes simples sont qualifiés de triviaux, ce sont des systèmes dont on peut déterminer l'ensemble des effets par les causes, l'output est directement déductible de l'input.

43 Soubeyran, O.; Berdoulay, V. *L'adaptation aux changements climatiques : perspectives historiques sur son cadrage théorique en aménagement*. Rapport de recherche programme CDE, MEEDE, 2014. Voir aussi l'article qu'O. Soubeyran a rédigé avec L. Gagnol à la suite de cette présentation. « S'adapter à l'adaptation », *Géographie et cultures* [En ligne], 81|2012, mis en ligne le 25 janvier 2013, consulté le 18 juillet 2014. URL : <http://gc.revues.org/200> ; DOI : 10.4000/gc.200.

44 Comme Latour, nous pensons que la parole politique se déploie de manière courbe, mais à la différence de lui, nous la considérons en dehors de tout cadrage parlementaire de son activité. Latour, B. *Enquête sur les modes d'existence, une anthropologie des modernes*, La Découverte, 2012.

45 Despret, V. *Ces émotions qui nous fabriquent. Ethnopsychologie des émotions*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond, 2001. p. 61.

Du point de vue des grands domaines de la connaissance, la trivialité fait donc figure de repoussoir. Plus encore, est dit trivial tout ce qui est soit insuffisant, soit impropre à la production de connaissance. Et c'est à la transcendance métaphysique, aux méthodes systématiques des sciences expérimentales et à la complexité des machines (aux algorithmes peut-on dire aujourd'hui) que l'on confie le rôle de garde-fou du dire vrai.

L'usage courant du terme se divise quant à lui en deux : d'un côté est dit trivial ce qui concerne « les faits de la vie la plus courante, la plus quotidienne », ce qui est commun au sens de banal – dans un sens proche dérivé de l'anglais, trivial désigne le « quelconque, l'insignifiant ». D'un autre côté, son sens péjoratif désigne ce qui « manque d'élégance », ce qui est vulgaire, ce « qui est caractéristique des éléments les plus bas, les plus décriés de la société⁴⁶ ». Il est intéressant enfin de noter que l'origine du sens péjoratif est aussi ancienne que celle de son étymologie : trivial vient du latin *trivium*, qui désigne dans la Rome antique les carrefours à trois voies, par extension, le terme *trivialis* désignait « la croisée des chemins », « la place publique », mais aussi donc déjà le grossier et le vulgaire. La découverte de ce triple sens de « place publique », de vulgaire, et de quelconque, qui assimile le lieu de la politique par excellence à la grossièreté et au banal, nous a beaucoup plu, car nous y avons vu la possibilité d'un nouveau renversement. Renversement quant à ce qui peut être considéré politiquement comme grossier, insignifiant ou sans élégance, mais renversement aussi quant aux capacités d'une politique et d'une science sociale relevant de principes transcendants, d'une systématité ou d'une complexité formelle ou technique de dire vrai politiquement ou de dire vrai sociologiquement.

Ceci entre tout à fait en écho avec cette part de la politique qui lui donne pour nous toute sa valeur mais que l'on a en même temps toujours peiné à rendre compte. C'est bien de cela dont il est question, de cette part monstrueuse qui perdure lorsque l'on parle des concerts sauvages, mais aussi perceptibles dans les attachements d'un habitant d'une ville à son bout de quartier, les attachements de telle personne hébergée dans un centre à ses deux chaînes hi-fi, chacune, à ses dires, lui permettant « d'écouter des styles de musiques différentes : la variété française et la musique sentimentale portugaise », ou les deux monospaces sans roues dans lesquels a longtemps vécu un gars de la rue, Bob le ferrailleur, à Toulouse. Autant de tentatives qui permettent à ceux qui les font, d'*habiter* des lieux de vie (des quartiers, des centres d'hébergement, des terrains vagues) ou, par la musique amplifiée, de modifier ce que c'est qu'habiter un quartier.

Comment habiter ? Et comment en parler ? Qu'est-ce que c'est qu'habiter un quartier de Barcelone voué à la touristification ? Qu'est-ce que c'est qu'habiter un studio lorsque l'on n'a pas dormi dans un lit depuis dix ans ? Qu'est-ce que c'est qu'habiter un hébergement temporaire que l'on sait que l'on devra quitter dans un mois et dans lequel on n'a pas le droit d'emporter d'effets personnels ? Qu'est-ce que c'est qu'habiter un immeuble situé au cœur d'un gigantesque chantier à ciel ouvert ?

Chaque fois donc ce sont des séries de problèmes dans la continuité de l'habiter qui déclenchent des enquêtes, lesquelles sont menées par les concernés eux-mêmes : ils se trouvent alors dans la position de devoir chercher à tâtons à donner du sens à ce qui leur arrive, ils explorent de nouvelles prises, des pistes imprévues, procèdent par essais et erreurs, et ce faisant, ils deviennent enquêteurs, au sens fort que J. Dewey donne à ce terme : « Les enquêtes entrent dans toutes les sphères de la vie et dans tous les aspects de ces sphères. Dans le cours ordinaire de l'existence, les hommes examinent ; ils font intellectuellement le tour des choses, ils infèrent et jugent⁴⁷ ». Si les personnes avec qui nous avons enquêté sont les premiers enquêteurs de ce qui leur arrive, c'est que les prises banales de la vie quotidienne (manger, dormir, se loger) ont été mises à mal. La notion de trivial, telle que nous la mobilisons ici, nous permet ainsi de mettre la focale au même endroit qu'eux, au plus proche de ce qui les préoccupe, sans préjuger de la portée ou de la valeur de ce qui les anime. Elle nous permet de considérer avec eux toute l'*importance* qu'il y a à penser ces situations (le bruit

46 Définitions CNTRL.

47 Dewey, J. *Logique : théorie de l'enquête*, Paris, PUF, 1967 [1938], p. 166, p. 170.

quotidien d'un chantier de construction, la pression policière quotidienne, la saleté accumulée dans une rue, le flot de touristes envahissant les trottoirs...) qu'un regard trop lointain ou trop en hauteur nous feraient mésestimer voire complètement rater. Plus encore, elle nous permet de tracer de nouvelles lignes d'alliances, de nouveaux communs possibles entre des êtres réputés vils ou insignifiants, entre des associations de voisins et des collectifs de travailleuses du sexe, des SDF et des petits propriétaires, des punks et des soignants. Des alliances proprement contre-natures.

2.4. *Compositions triviales et milieux en résistance à la gouvernementalité*

« Chaque fois que l'on programme une cité radieuse, nous savons bien que c'est une manière de détruire le monde, de le rendre « inhabitable », et d'ouvrir la chasse à l'ennemi quelconque. [...] Terreur architecturale de la nouvelle Jérusalem, avec sa muraille, sa grand-rue de verre, « et la ville n'a besoin ni de soleil ni de la lune pour l'éclairer..., et il n'y entrera rien de souillé, mais ceux-là seuls qui sont inscrits dans le livre de la vie de l'Agneau ». Involontairement, l'Apocalypse nous persuade au moins que le plus terrible n'est pas l'Antéchrist, mais cette nouvelle cité descendue du ciel, la ville sainte « prête comme une épouse parée pour son époux »⁴⁸ ».

En même temps que l'on est amené à reprendre sous l'angle de la trivialité la prolifération d'expériences que nous avons croisée dans nos enquêtes, on est amené à re-parler de gouvernementalité ou tout simplement à re-parler de la question du pouvoir (question que nous avons un peu mis à distance en même temps que la sociologie critique). Mais d'un pouvoir spécifique au monde contemporain, qui tend à agir de plus en plus à distance sur des milieux, à les préempter⁴⁹ même, un pouvoir qui vise des affects et agit sur la teneur sensible des espaces⁵⁰, qui va jusqu'à créer des paysages et y organiser de manière toujours plus raffinée la circulation des êtres. En même temps donc que l'on essaie de comprendre l'action de ce pouvoir, on est aussi amené à parler de *milieux* qui se constituent en résistance à lui, c'est-à-dire, pour mieux le dire, de compositions de *milieux*⁵¹ qui s'opposent de fait à leur administration à distance parce que n'existant que par et dans leurs attachements situés, circonstanciés et contingents.

Ceci est particulièrement frappant avec les gens ayant de longs parcours de vie à la rue, réputés incapables d'habiter : dès lors qu'une temporalité est ouverte pour cela, et que les attachements saugrenus ont une place pour exister (dormir sur des cartons sur son lit, dormir un temps dans une tente dans un jardin, avant de s'approprier une chambre, déjeuner d'un grand bol d'eau chaude dans lequel fond un énorme morceau de beurre, etc...), quelque chose d'autre commence à se passer. Le pilotage de l'urgence sociale procède comme celui qui oriente et décide des politiques de développement durable, ce sont les mêmes types d'opérations : dans un cas il s'agit d'organiser un hébergement dont la durée est institutionnellement limitée⁵², d'orienter les flux de mal logés dans

48 Deleuze, G. et F. Préface à Lawrence D.H. *Apocalypse*, Desjonquères, 2002 [1931].

49 Gagnol, L. ; Soubeyran, O. *op. cit.* 2012.

50 On trouvera dans le texte intitulé « A nos amis » du comité invisible une description fine des formes contemporaines de gouvernementalité. Comité Invisible. *A nos amis*, La Fabrique, 2014.

51 Nous utilisons la notion de milieu (umwelt) à la suite de l'éthologiste Von Uexküll et des travaux de philosophie des sciences qui en usent à nouveau aujourd'hui à la lumière de l'empirisme radical de W. James. Despret, V. ; Galetic, S. « Faire de James un « lecteur anachronique » de von Uexküll. Esquisse d'un perspectivisme radical » in Debaise, D. (coord.) *Vie et expérimentation. Peirce, James, Dewey*, Vrin, 2007, pp. 45-76.

52 La thèse d'Edouard Gardella permet de mieux comprendre le type de gouvernementalité à l'œuvre dans la gestion de masse de l'urgence sociale et décrite comme « chronopolitique ». *L'urgence sociale comme chronopolitique*.

des lieux d'hébergement ; de l'autre, il s'agit d'orienter les flux de l'économie dans de nouvelles infrastructures, réputées plus durables⁵³. Dans les deux cas, comme c'est une politique de gestion de flux qui domine, l'habiter est toujours secondaire.

Pour ce qui est des politiques de la ville durable, c'est par des effets de sidération que la vertu écologique est censée opérer : par des figures vertueuses incitatives, des réalisations architecturales « nobles et distinguées » et des technologies « de pointe », soit par les effets du pouvoir indirect de la gouvernementalité écologique. Dans le cas de l'urgence sociale, la gouvernementalité à l'œuvre a déjà été beaucoup étudiée : elle repose essentiellement sur une responsabilisation de soi orientée vers le soin, l'éducation et l'employabilité. Une progression linéaire est imaginée depuis les centres d'hébergement d'urgence, en passant par les « centres d'hébergement et de réinsertion sociale ». Si elle doit mener, à l'embouchure du flux si l'on peut dire, à la reprise du travail et l'obtention d'un logement individuel autonome, elle conduit bien plutôt à placer les personnes dans une mobilité forcée et constante, à les maintenir dans la circulation sans fin d'un hébergement précaire à un autre⁵⁴.

Dans un tel contexte, nous nous resituons nécessairement au niveau du corps à corps avec les dispositifs de pouvoir⁵⁵, et nous devons nous rendre toujours plus attentifs à toute forme d'émancipation possible et susceptible de surgir partout et à chaque instant (« c'est toujours ou pourquoi pas l'heure du commun » comme disent ensemble I. Joseph et F. Deligny⁵⁶), à tout agencement qui viendrait briser l'ordonnement du monde que produisent les formes contemporaines de la gouvernementalité.

Mais la ressaie par le trivial nous permet peut-être d'envisager un plan d'émergence qui ne soit pas seulement considéré comme une résistance à la gouvernementalité. Nous ne voulons pas reconduire l'idée d'un face à face avec le pouvoir, nous ne voulons pas non plus laisser croire que nous réintroduisons discrètement une dialectique. Pour ces raisons, il nous semble plus juste peut-être de parler de « compositions triviales », compositions qui dissoudraient l'ordre des choses en même temps qu'elles le reconfigurent complètement autrement. La résistance à la gouvernementalité devient alors l'exact synonyme de composition, et son mode d'apparition est celui de la trivialité : on pense ici à cette expérience instituée de lieu de vie pour les gars de la rue à Toulouse, la Maison Goudouli, qui n'hésite pas à associer un financement de l'Association Régionale de Santé et un frigo rempli d'alcool mis à disposition de grands alcooliques mais nous pensons en même temps, sur un même plan quoique dans un registre et à une échelle tous autres, aux émeutes qui ont enflammées en 2005 les banlieues françaises.

Conclusion. Enquêtes ambiguës et puissances de la connaissance triviale

Pour terminer ce texte, il nous faut parcourir le chemin que nous avons essayé de tracer :

Temporalités et justice sociale de l'assistance aux personnes sans-abri en France depuis les années 1980, thèse de doctorat de sociologie, ENS Cachan, 2014.

53 On trouvera une critique radicale des différentes tendances intellectuelles qui revendiquent ouvertement de confier à l'ingénierie, voire à la géo-ingénierie la capacité quasi-magique de répondre aux problèmes climatiques qui touchent l'ensemble de la planète dans un texte très impressionnant sorti récemment aux éditions Dehors : Viveiros de Castro, E. ; Danowski, D. « L'arrêt de monde », in Hache, E. *De l'univers fini au monde infini*, Ed du Dehors, 2014.

54 Gardella, E. *op. cit.* et Grand, D. *Aux bords du chez-soi, étude ethnographique des conditions de l'habiter précaire des hébergés*, thèse de doctorat en sociologie et anthropologie, université J. Monnet, 2013.

55 Nous reprenons cette expression à G. Agamben, quoiqu'avec malice, puisque le texte dont elle est issue défend pour l'essentiel le caractère irrémédiablement oppresseur des dispositifs. Agamben, G. *Qu'est ce qu'un dispositif ?*, Rivage Poche, 2007. Cette malice nous vient de D. Colson et H. Bufo « Des dispositifs d'Agamben. Anarchie et émancipation », brochure sans éditeur, 2013. Nous nous situons ici à la croisée des pensées de M. Foucault et de G. Deleuze, c'est-à-dire dans le *corps à corps* entre dispositifs de pouvoir et agencements émancipateurs.

56 Deligny, F. ; Joseph, I. *op. cit.* p. 1223.

comment d'une sociologie radicale pensée pour être ajustée à une politique radicale nous nous sommes déplacés vers une politique triviale traversée par des enquêtes triviales, lesquelles comprennent nos enquêtes mais aussi celles menées par les collectifs. Ou, pour le dire autrement, il nous faut voir ce qu'ajoute, ce qu'additionne la trivialité à nos enquêtes.

Ce que nous gagnons peut-être, avec cette expression de politique triviale, nous l'avons montré, c'est d'ouvrir assez significativement le spectre d'émergence d'une politique radicale possible : la trivialisation de la politique revient à lui conférer cette capacité à émerger n'importe où, n'importe quand. Aussi, implique-t-elle pour l'enquêteur de ne pas prédéfinir les sites de son émergence. Ce que nous gagnons alors à parler d'enquêtes triviales, c'est d'abord ce que gagne une théorie pragmatique de l'enquête⁵⁷ sur une épistémologie disciplinaire : l'ouverture du spectre est ici celui d'une capacité à connaître étendue potentiellement à tous, et par là, à une sortie du champ strict de la sociologie. Politique triviale et enquêtes triviales se conjuguent donc dans la mise en cause d'un ordre du discours disciplinaire.

Mais si l'on reprend les trois dualismes que nous avons mentionnés tout à l'heure, qui opposaient à la notion de trivial le transcendant, le systématique et le complexe, l'on peut peut-être obtenir une vision plus précise de ce que nous entendons par « enquêtes triviales », voire même, en revers, en dégager leurs qualités propres :

- La première des qualités propre aux enquêtes triviales tient à ce qu'elles sont mêlées d'ambiguïtés (« Mais enfin, *de qui parlez-vous ?* », nous somme-t-on souvent de répondre) et ce en trois sens différents. La trivialité serait dite ambiguë d'abord en ce qu'elle procède d'un mode de connaître qui intègre les connaissances sensibles, les connaissances par corps (se faire sentir la colère que provoque l'abattage de tel arbre est bien un moteur de l'enquête collective de la coordination à Montreuil), ainsi que des attachements impropres, considérés comme irrationnels, servant également à poursuivre les enquêtes⁵⁸. Il y a là une sorte d'entreprise de possession : se laisser posséder par les attachements sensibles pour connaître. Ambiguïtés ensuite quant au sens à donner aux expériences, dans un geste qui ne soit ni herméneutique ni explicatif mais bien plutôt de pluralisation du sens (nous pensons ici aux enquêtes de V. Despret sur la manière dont les vivants s'y prennent pour rendre présents leurs morts⁵⁹). Mais on peut entendre l'ambiguïté également dans notre propre rôle dans la poursuite de ces expériences. Il s'agit là de prendre parti non pas dans un échiquier politique fixé par avance, pour tel ou tel acteur que l'on aurait jugé valable, mais de prendre parti pour le maintien et la poursuite dans l'existence des expériences incertaines auxquelles nous nous attachons au fil des enquêtes. Une dernière manière de dire cette singulière qualité liée à l'ambiguïté des enquêtes consiste à toujours reconduire le refus de la « montée en généralité » et à lui opposer la multiplication et la mise en série de trajectoires de compositions émergentes. Ainsi, on essaye de dresser un plan de consistance, digne du plan d'immanence dont il surgit⁶⁰.

- La seconde qualité de ces enquêtes s'oppose à la systématisme de l'administration de la preuve scientifique par la mise en résonance de séries hétérogènes (ou à la mise en variation de cas toujours singuliers). Ici, l'enquête triviale peut être désignée par deux opérations. La première est celle qui consiste à remplacer les dispositifs d'enregistrement de la preuve sociologique par des dispositifs de mise en capacité. Il ne s'agit plus d'enregistrer des « matériaux », de récolter des « données », mais de faire naître depuis la situation de co-présence des possibles qui n'avaient pas été prévus, et de

57 Dewey, J. *op. cit.*

58 Nous préférons la notion d'attachement formulée par E. Gomart et A. Hennion à celle de M. Callon, du fait de sa teneur plus sensible et affective mais aussi de la rencontre improbable qu'elle propose entre amateurs de musiques et usagers de traitement méthadone. Gomart, É. ; Hennion, A. « A Sociology of Attachment : Music Lovers, Drug Addicts », in Law, J. ; Hassard, J. (eds) *Actor Network Theory and After*, Oxford/Malden, MA : Blackwell Publishers, 1999, pp. 220-247.

59 Voir le texte de V. Despret « Les morts utiles » et l'ensemble du numéro de Terrain qu'elle a dirigé sur la question. *Les morts utiles*, Terrain, n°62, mars 2014.

60 Deleuze, G. ; Guattari, F. *Qu'est ce que la philosophie ?*, Les éditions de Minuit, 1991.

forger des concepts qui nous permettent ensuite d'en rendre compte⁶¹. La seconde opération consiste à mettre en série les comptes-rendus obtenus, et à examiner les effets qu'ils produisent les uns sur les autres, trouver les concepts qui leur conviennent⁶².

- Les enquêtes triviales s'opposent enfin à la simplicité comme à la complexité, ou pour mieux dire, elles s'opposent à toute idée de système. De ce point de vue, il ne s'agit ni du côté du supposé simple de faire valoir un « bon sens » ou un sens commun du concret, du réel, une sorte d'empirisme naïf qui nous donnerait à croire qu'il suffit de décrire la trivialité des choses pour rendre compte d'une enquête triviale. Mais il ne s'agit pas non plus, du côté de la complexité, de faire exister un tout plus grand englobant l'ensemble des mondes de détails, et de confier ces mondes à des rationalités qui s'auto-désignent comme compétentes à leur gestion⁶³. La trivialité est du registre de l'échevelé, du touffu, du proliférant, du grouillant, mais il ne faut pas croire pour autant qu'elle rejette l'abstraction, et en cela peut-être relève-t-elle d'un geste spéculatif, au sens définit récemment par Isabelle Stengers, c'est-à-dire comme un « prendre soin de nos modes d'abstraction, pour donner consistance aux possibles ». Notre conception de la trivialité ne s'oppose pas au non-trivial de l'informatique (ou de l'algorithme) comme du simple au complexe mais plutôt *s'affirme comme ce qui ne peut être systématisé*, c'est-à-dire ce qui prolifère par le milieu. De ce point de vue, et pour répondre positivement à ce qu'A. Rouvroy et T. Berns ont identifié sous le nom de gouvernamentalité algorithmique⁶⁴, nous nous inspirons du travail réalisé par le groupe de hackers Usinette. Pour ces derniers, soucieux de rendre les techniques électroniques et numériques qui nous entourent accessibles et compréhensibles à tous, il n'est aucun système qui ne puisse être détourné ou court-circuité⁶⁵.

Pour finir, nous voudrions dire que cette idée de trivial n'a rien de définitif, qu'elle a le même statut que tout ce que nous avons présenté jusqu'ici, celui d'une halte provisoire dans la poursuite de notre errance. Nous aurions pu parler tout aussi bien d'intelligence de l'anomalie, comme P. Macherey le fait dans la citation qui suit. Nous aurions pu parler de la puissance de vivre qui s'oppose pied à pied à la destruction et à la mort. Car, depuis le début, c'est bien ce que nous voulons dire.

« L'intelligence de l'anomalie, c'est précisément ce travail d'une pensée attachée à l'expérience, et soucieuse avant tout d'opérer dans les limites que celle-ci lui fixe concrètement, travail de la pensée qui [...] débusque, en donnant un sens aux valeurs négatives de l'existence, les indices d'un pouvoir de vivre qui ne se laisse pas observer ou mesurer objectivement, c'est-à-dire ramener sur une échelle graduelle de formes faisant l'objet d'une abstraite comparaison mécanique⁶⁶ ».

61 Cette opération est particulièrement bien mise en œuvre par Emilie Hermant et le collectif Dingdingdong quand elles pensent le « devenir huntingtonien » des porteurs de la maladie de Huntington et de leurs proches. Cf. Dingdingdong.org.

62 Ces deux opérations ont été mises en exergue de manière très frappante par I. Stengers, V. Despret et D. Haraway à propos de V. Hearne, T. Grandin, S. Strum et toutes ces chercheuses de terrain qui construisent des connaissances avec les animaux. Rodriguez, E. ; Dorlin, E. *Penser avec Donna Haraway*, Actuel Marx, 2012.

63 Voir les deux textes suivant, dont la mise en correspondance éclaire bien notre propos : Latour, B. « La société comme possession — la « preuve par l'orchestre » », in Debaise, D. (sous la dir. de) *Philosophie de la possession*, Presses du Réel, 2012 et « Quel cosmos ? Quelle cosmopolitiques » in Lolive, J. ; Soubeyran, O. (sous la dir. de) *L'émergence des cosmopolitiques* - Colloque de Cerisy, Collection Recherches, La Découverte, Paris, 2007, pp. 69-84. Ces deux textes sont des critiques de tous les « méta-répartiteurs » issus du Grand Partage des modernes, qui veulent soumettre les parties d'ensembles considérés à leur tout, et ce quelle que soit la rationalité spécifique convoquée (politique, économique, technique, scientifique et métaphysique).

64 « Gouvernamentalité algorithmique et perspectives d'émancipation. Le disparate comme condition d'individuation par la relation ? » in *Politique des algorithmes Les métriques du web*, Réseaux, n° 177, 2013/1.

65 Pour plus de détails sur le travail d'Usinette, voir usinette.org.

66 Macherey, P. « Normes vitales et normes sociales dans quelques problèmes concernant le normal et le pathologique », in *Actualité de Georges Canguilhem – Le normal et le pathologique*, Actes du Xe colloque international d'histoire de la psychiatrie et de la psychanalyse, éd. Institut Synthélabo pour le progrès de la connaissance, Les empêcheurs de penser en rond, 1998, pp.71-84.